



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	HOME.A.3_A
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	254438
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q2 2026 24 Egypt Égypte Ägypten
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	Cost-free Sans frais Unentgeltlich abgeordnet
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	27/01/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Entity presentation:

The mission of HOME.A3 is to develop and implement DG HOME's external policies on migration and security, thereby contributing to: (1) formulating and applying coherent and comprehensive EU external strategies and actions which adequately reflect the EU's migration and security priorities and objectives, (2) providing coherent and consistent responses to key migration and security external challenges facing the European Union, (3) promoting the rights and values underpinning the area of Freedom, Security and Justice in relations with third countries, and (4) the EU becoming a stronger and more visible global actor in the areas of migration and security

Job presentation:

We propose a challenging job as Seconded National Expert (SNE) Policy Officer, attached to DG HOME and deployed in an EU Delegation.

Overall purpose: to step up coordination to maximize the impact of EU action on migration in third countries and to enhance the engagement of key countries of origin and transit on the entire spectrum of migration issues. EMLOs will contribute to the operational implementation of the comprehensive approach presented in the European Pact on Migration and Asylum by inter alia contributing to migration governance and management, including the prevention and countering of irregular migration, counter-smuggling and border protection measures, better organising legal migration and mobility, ensuring more effective return and readmission, providing protection and support to host communities and building economic opportunities. The EMLOs will also contribute to the implementation of the bilateral and regional cooperation frameworks on migration.

The actual mandate of each of the EMLO will be adapted to the specific situation of the hosting third country, in particular the migratory and security challenges there and the level of its cooperation with the EU. He/she will be under the direct supervision of the Head of the Political Section and the general supervision of the Head of Delegation. He/she will be based in the country (in the EU Delegation) and will be required to travel in the country and in the region, where necessary.

Jobholder profile:

An SNE who will:

- Under the supervision of the Head of the Political Section, establish and maintain direct contacts with competent national and regional authorities in the countries under his/her mandate to promote and support engagement with the EU on the entire spectrum of migration issues.
- Gather knowledge and information related to the migratory situation and specific migratory trends (flows, routes, risks, modi operandi used by smugglers and related criminal activities) as well as to policy developments in the host country (policy of the official authorities, legislative basis, social/public trends) and in the wider region (for those with a regional mandate). He/She will contribute to identifying challenges and



needs in both strategic and operational terms and share these with the Commission, the EEAS, the Council and the relevant EU Agencies, in particular for the purpose of risk analysis developed by Frontex and investigations at EU level supported by Europol.

- Provide policy/strategic analysis and recommendations and contribute to the reporting of the EU Delegation.
- Under the supervision of the Head of the Political Section, facilitate and support the Immigration Liaison Officers' Network in the country of posting in line with Regulation 2019/1240, establish and lead a network of Member States' and EU Agencies representatives dealing with migration issues in the host country.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

La mission de l'unité HOME A3 est d'élaborer et mettre en œuvre les politiques extérieures de la DG HOME en matière de migration et de sécurité, contribuant ainsi à: (1) formuler et appliquer des stratégies et actions extérieures de l'UE cohérentes et globales qui reflètent de manière adéquate les priorités et les objectifs de l'UE en matière de migration et de sécurité, (2) apporter des réponses cohérentes aux défis extérieurs en matière de migration et de sécurité auxquels l'Union européenne est confrontée, (3) promouvoir les droits et les valeurs qui sous-tendent l'espace de liberté, sécurité et justice dans les relations avec les pays tiers, (4) faire de l'UE un acteur mondial plus fort et plus visible dans les domaines de la migration et de la sécurité.

Présentation du poste:

Nous proposons un poste en tant qu'Expert National Détaché (END) - Chargé de politique, attaché à la DG HOME et déployé dans une Délégation de l'UE.

Objectif général: renforcer la coordination afin de maximiser l'impact de l'action de l'UE sur la migration dans les pays tiers et renforcer l'engagement des principaux pays d'origine et de transit sur l'ensemble des questions liées à la migration. Les agents de liaisons «Migration» européens contribueront à la mise en œuvre opérationnelle de l'approche globale présentée dans le Pacte européen sur la Migration et l'Asile, notamment en contribuant à la gouvernance et à la gestion de la migration, y compris la prévention et à la lutte contre la migration irrégulière, la lutte contre le trafic de migrants, les mesures de protection des frontières, une meilleure organisation de la migration et des voies légales d'accès, la garantie d'un retour et d'une réadmission plus efficaces, la protection et le soutien aux communautés d'accueil et la création d'opportunités économiques. Les agents de liaisons contribueront également à la mise en œuvre des cadres de coopération bilatérale et régionale en matière de migration.

Le mandat effectif de chaque agent de liaison sera adapté à la situation spécifique du pays tiers d'accueil, en particulier en matière de migration et de sécurité et par rapport au niveau de coopération du pays avec l'UE. L'agent sera placé sous le contrôle direct du chef de la section politique et sous la responsabilité du chef de Délégation. L'agent sera basé dans le pays (auprès de la Délégation de l'UE) et sera amené à voyager dans celui-ci et, et le cas échéant, dans la région.

Profil du titulaire du poste:

Un END qui exécutera les tâches suivantes :

- Sous la supervision du chef de la section politique, établir et maintenir des contacts directs avec les autorités nationales et régionales compétentes, dans les pays couverts par le poste, afin de promouvoir et de soutenir l'engagement vis-à-vis de l'UE sur l'ensemble des questions liées à la migration.



- Rassembler des connaissances et des informations relatives à la situation migratoire et aux tendances migratoires spécifiques (flux, itinéraires, risques, modes opératoires utilisés par les passeurs et activités criminelles connexes) ainsi qu'à l'évolution des politiques dans le pays d'accueil (politique des autorités officielles, base législative, tendances sociales/publiques) et dans l'ensemble de la région. Partager avec la Commission, le SEAE, le Conseil et les agences de l'UE compétentes, en particulier aux fins de l'analyse des risques mise au point par Frontex et des enquêtes menées au niveau de l'UE avec le soutien d'Europol.
- Fournir des analyses des politiques, des analyses stratégiques et des recommandations et contribuer à l'établissement de rapports pour les délégations de l'UE concernées.
- Sous la supervision du chef de la section politique, faciliter et soutenir le réseau des officiers de liaison «Immigration» dans le pays ou la région de détachement conformément au règlement (UE) 2019/1240, établir et diriger un réseau de représentants des États membres et des agences de l'UE traitant des questions de migration dans le pays d'accueil.
- Sous la supervision du chef de la section politique, coopérer et assurer la liaison avec tous les interlocuteurs concernés présents dans le pays, y compris les officiers de liaison des pays de l'UE et des pays tiers, les organisations internationales, les missions de la PSDC et les agences de l'UE, les autorités consulaires des États membres, participer aux réunions de la coopération locale au titre de Schengen et soutenir, le cas échéant, le point de contact CLS. Les officiers de liaison «Migration» européens devront également coopérer étroitement avec les points de contact pour la traite des êtres humains à la délégation de l'UE. Le cas échéant, les officiers de liaison contribueront également à la préparation des projets liés à la migration et à leur mise en œuvre ainsi qu'à la coordination des politiques avec les instruments de financement (NDICI, AMIF, ISF, BMVI).
- Sous la supervision du chef de la section politique, soutenir la mise en œuvre effective de la politique de l'UE en matière de retour, sous la supervision du chef de la section politique, notamment en soutenant la coopération pratique (et, si nécessaire, l'exécution des décisions de retour et des opérations de retour de Frontex ou des États membres), et en fournissant des analyses politiques, des conseils et un soutien opérationnel à la mise en œuvre des accords de réadmission existants. À cet égard, les officiers de liaison «migration» européens coopéreront avec les officiers de liaison «Immigration» (ILOs) qui sont, conformément à l'article 2, paragraphe 2, du règlement (UE) 2019/1240, chargés d'aider à établir l'identité des ressortissants de pays tiers et de faciliter leur retour dans leur pays d'origine, ainsi qu'avec les officiers de liaison «retour» déployés dans le cadre du réseau EURLO, si cela s'avère nécessaire.
- Sous la supervision et sous réserve de validation du Chef de la Section Politique, envoyer des rapports réguliers au SEAE, aux services concernés de la Commission et aux agences de l'UE. À cet égard, l'obligation de rapporter devrait être double: 1) rapports instantanés ad hoc en cas d'événements nécessitant immédiatement un système d'alerte précoce ou des alertes et 2) rapports stratégiques périodiques (au moins une fois par mois) sur les tendances, la situation politique et l'élaboration des politiques.
- Les officiers de liaison travaillent en étroite collaboration avec les autres membres de la délégation pour faire en sorte que la migration soit intégrée dans d'autres questions telles que la coopération au développement ou la mise en œuvre des cadres de coopération



EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL
HUMAN RESOURCES AND SECURITY
Competitions, Selections & Secondments

bilatérale et régionale en matière de migration, afin de garantir une mise en œuvre cohérente de la politique de l'UE et de mieux réaliser les objectifs susmentionnés.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Die Aufgabe von HOME.A3 besteht darin, die außenpolitischen Maßnahmen der GD HOME in den Bereichen Migration und Sicherheit zu entwickeln und umzusetzen und damit zu Folgendem beizutragen: (1) Formulierung und Anwendung kohärenter und umfassender außenpolitischer Strategien und Maßnahmen der EU, die den Prioritäten und Zielen der EU in den Bereichen Migration und Sicherheit angemessen Rechnung tragen, (2) Bereitstellung kohärenter und konsistenter Antworten auf Schlüsselfragen zu

Stellenbeschreibung:

Wir bieten eine anspruchsvolle Stelle als abgeordneter nationaler Experte (SNE) im Bereich Politik an, der der Generaldirektion Inneres zugeordnet und in einer EU-Delegation eingesetzt wird.

Zielsetzung: die Koordinierung zu intensivieren, um die Wirkung der EU-Maßnahmen auf die Migration in Drittländern zu maximieren und das Engagement der wichtigsten Herkunfts- und Transitländer für das gesamte Spektrum der Migrationsangelegenheiten zu verbessern. Die EMLOs (europäische Verbindungsbeamte für Migration, „European Migration Liaison Officer“) werden zur operativen Umsetzung des im Europäischen Pakt für Migration und Asyl vorgestellten umfassenden Ansatzes beitragen, indem er unter anderem zur Steuerung der Migration beiträgt, einschließlich der Verhütung und Bekämpfung irregulärer Migration, der Bekämpfung von Migrantenschmuggel und Grenzschutzmaßnahmen, der besseren Organisation der legalen Migration und Mobilität, der Gewährleistung einer wirksameren Rückkehr und Rückübernahme, dem Nachweis des Schutzes und der Unterstützung der Aufnahmegemeinschaften und dem Aufbau wirtschaftlicher Möglichkeiten. Die EMLOs werden auch zur Umsetzung der bilateralen und regionalen Kooperationsrahmen im Bereich Migration beitragen.

Das tatsächliche Mandat jedes EMLO wird an die spezifische Situation des aufnehmenden Drittlandes angepasst, insbesondere an die dortigen Herausforderungen in Bezug auf Migration und Sicherheit und die Zusammenarbeit mit der EU. Er/sie untersteht unmittelbar dem Leiter der Politischen Abteilung und der allgemeinen Aufsicht des Delegationsleiters. Er/sie hat seinen/ihren Sitz im Land (in der EU Delegation) und wird erforderlichenfalls im Land und in der Region reisen müssen.

Anforderungsprofil:

Der ANS wird:

- Unter der Aufsicht des Leiters der Politischen Abteilung direkte Kontakte zu den zuständigen nationalen und regionalen Behörden knüpfen und unterhalten, um das gesamte Spektrum der Migrationsangelegenheiten mit der EU zu fördern und zu unterstützen.



- Sammlung von Wissen und Informationen im Zusammenhang mit der Migrationssituation und spezifischen Migrationstrends (Ströme, Routen, Risiken, Vorgehensweisen der Schmuggler und damit verbundene kriminelle Aktivitäten) sowie politische Entwicklungen im Aufnahmeland (Politik der Behörden, Rechtsgrundlage, soziale/öffentliche Trends) und in der gesamten Region (für Personen mit einem regionalen Mandat). Dazu beitragen, Herausforderungen und Bedürfnisse sowohl in strategischer als auch in operativer Hinsicht zu erkennen. Diese gemeinsam mit der Kommission, dem EAD, dem Rat und den einschlägigen EU-Agenturen zu teilen, insbesondere im Hinblick auf die von Frontex entwickelte Risikoanalyse und die von Europol unterstützten Ermittlungen auf EU-Ebene.
- Strategische und operative Analysen und Empfehlungen liefern und zur Berichterstattung der betreffenden EU-Delegationen beitragen.
- Unter der Aufsicht des Leiters der Politischen Abteilung das Netz der Verbindungsbeamten für Einwanderungsfragen in dem Land oder der Region, in das/die sie entsandt wurden, koordinieren und unterstützen (im Einklang mit Verordnung Nr. 2019/1240). Aufbau und Leitung eines Netzwerks von Vertretern der MS und der EU-Agenturen, die sich mit Migrationsfragen im Gastland befassen, unter der Aufsicht des Leiters der politischen Sektion.
- Unter der Aufsicht des Leiters der Politischen Abteilung zusammenarbeiten und sich mit allen relevanten Gesprächspartnern im Land in Verbindung setzen, darunter Verbindungsbeamte der EU und aus Drittländern, internationale Organisationen, GSVP-Missionen und EU-Agenturen, konsularische Behörden der Mitgliedstaaten, Teilnahme an Sitzungen der Schengen-Zusammenarbeit vor Ort (LSC) und gegebenenfalls Unterstützung der Kontaktstelle für die Schengen-Zusammenarbeit vor Ort. Die Verbindungsbeamten sollten außerdem eng mit den Kontaktstellen für den Menschenhandel in der EU-Delegation zusammenarbeiten. Gegebenenfalls tragen die EMLOs auch zur Vorbereitung und Durchführung von migrationsbezogenen Projekten bei und sorgen für die Koordinierung der Politik mit den einschlägigen Finanzierungsinstrumenten (NDICI, AMIF, ISF, BMVI).
- Unter der Aufsicht des Leiters der Politischen Abteilung die wirksame Umsetzung der Rückföhrungspolitik der EU unterstützen, insbesondere durch die Unterstützung der praktischen Zusammenarbeit (und in Fällen, in denen dies notwendig ist, die Vollstreckung von Rückkehrentscheidungen und Rückföhrungsaktionen von Frontex oder von Mitgliedstaaten) sowie die Bereitstellung politischer Analysen, Beratung und operativer Unterstützung bei der Umsetzung der bestehenden Rückföhrungsabkommen. In diesem Zusammenhang werden die EMLOs mit den Immigration Liaison Officers (ILOs) zusammenarbeiten, die gemäß der EU-Verordnung 2019/1240 die Aufgabe haben, bei der Feststellung der Identität von Drittstaatsangehörigen zu helfen und ihre Rückkehr in ihre Herkunftsländer zu erleichtern, sowie ggf. mit den Return Liaison Officers (EURLOs).
- Unter der Aufsicht und vorbehaltlich der Bestätigung des Leiters der politischen Abteilung senden Sie regelmäßig Berichte an den EAD, die zuständigen Kommissionsdienststellen und EU-Agenturen. In diesem Zusammenhang sollte die Berichtspflicht des EMLO zwei Ziele umfassen: 1) Ad-hoc-Kurzberichte im Falle von Ereignissen, die ein sofortiges Frühwarnsystem oder Warnmeldungen erfordern, und 2) regelmäßige strategische Berichte (mindestens monatlich) über die Trends, die politische Lage und die politische Entwicklung.



- Eng zusammenarbeiten mit den anderen Mitgliedern der Delegation, um sicherzustellen, dass die Migration in andere Bereiche, wie die Entwicklungszusammenarbeit oder die Umsetzung der bilateralen und regionalen Kooperationsrahmen für Migrationsfragen, einbezogen wird, um eine kohärente Umsetzung der EU-Politik zu gewährleisten und die oben genannten Ziele besser zu erreichen.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“